

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
 J.-L. CRUCKE
 De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
 afgevaardigd bij de Grote Regio,
 R. COLLIN
 De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
 V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2017-2018.
 Stukken van het Waals Parlement, 915 (2017-2018) Nrs 1 tot 3.
 Volledig openbaar verslag, plenaire vergadering van 16 november 2017.
 Bespreking.
 Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/206135]

17 JUILLET 2017. — Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone, relatif aux communautés religieuses locales reconnues de cultes reconnus, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une entité fédérée

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 6^o, inséré par la loi spéciale du 13 juillet 2001, et l'article 92bis, § 2, h), inséré par la loi spéciale du 13 juillet 2001 et modifié par la loi spéciale du 16 mars 2004;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, articles 42, alinéa 1^{er} et 83quinquies;

Vu le décret wallon du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonné;

Vu le décret du 1^{er} juin 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés;

Considérant la compétence des autorités régionales relative à l'établissement des communautés et la législation organique s'y rapportant;

Considérant que cette matière régionale est une compétence de la Communauté germanophone pour la région de langue allemande à partir du 1^{er} janvier 2005;

Considérant l'accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'autorité fédérale, la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la province de Brabant vers la province de Brabant wallon, la province de Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale, l'article 46;

Considérant l'accord de coopération du 27 mai 2004 entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne la reconnaissance des cultes, les traitements et pensions des ministres des cultes, les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, modifié par l'accord de coopération du 2 juillet 2008;

Considérant la loi du 18 Germinal an X relative à l'organisation des cultes, articles 61 et 71;

Considérant le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, l'article 111;

Considérant la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, le chapitre II;

Considérant la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les articles 2 et 4, modifiés par les lois du 26 juin 1967 et du 10 mars 1999;

Considérant l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers et la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 17 octobre 1995;

Vu la concertation au sein de la commission, visée à l'article 5 de l'accord de coopération du 2 juillet 2008;

Considérant que le ressort de l'archevêché de Malines-Bruxelles, tel que reconnu par la loi du 5 avril 1962 et ses modifications ultérieures, comprend la province du Brabant flamand, la province du Brabant wallon, l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et l'arrondissement administratif de Malines sis dans la province d'Anvers, à l'exception des cantons de Lier et de Heist-op-den-Berg;

Considérant que, conformément à l'article 2 de la loi du 5 avril 1962, l'archevêque de Malines-Bruxelles a deux résidences équivalentes : une résidence à Malines et une résidence à Bruxelles, ainsi que deux églises cathédrales : la Cathédrale Saint-Rombaut à Malines et la Cathédrale des Saints-Michel-et-Gudule à Bruxelles; que les deux églises sont gérées par une fabrique d'église cathédrale;

Considérant qu'aucune habitation n'est mise à disposition de l'évêque pour sa résidence à Bruxelles;

Considérant que la province d'Anvers a mis un palais archiepiscopal à la disposition de l'archevêque comme résidence, dont l'ancien refugium de Saint-Trond fait partie;

Considérant que les provinces d'Anvers et du Brabant, par convention du 24 août 1971 approuvées par leurs députations permanentes, ont décidé de la répartition des frais résultant des deux résidences;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 1995, les charges provinciales relatives aux deux fabriques d'église cathédrales et aux deux résidences sont supportées par la province du Brabant flamand, la province du Brabant wallon, la province d'Anvers et la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que d'autres communautés religieuses locales reconnues d'un culte reconnu ont une circonscription territoriale qui s'étend sur plus d'une région,

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et de la Vice Ministre-Présidente flamande en charge des Affaires intérieures, de l'intégration, du logement, de l'égalité des chances et de la lutte contre la pauvreté;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et du Ministre wallon des Pouvoirs Locaux, du Logement et des Infrastructures sportives;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en la personne de son Ministre-Président;

La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement germanophone, en la personne de son Ministre-Président et de la Ministre germanophone de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,

Exerçant conjointement leurs propres compétences, ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Les règles relatives au fonctionnement et au contrôle de l'administration du culte d'une communauté religieuse locale reconnue, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une entité fédérée (ci-après : la communauté religieuse locale reconnue interfédérale), sont les règles applicables dans l'entité fédérée où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse.

Art. 2. Les obligations des communes et des provinces à l'égard des administrations du culte des communautés religieuses locales reconnues interfédérale, à l'égard des ministres du culte de ces communautés religieuses, sont les obligations fixées aux articles 92 et 106 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises.

Art. 3. § 1^{er}. Pour les obligations de financement à l'égard des administrations du culte des communautés religieuses locales reconnues interfédérale, les clés de répartition fixées au moment de leur reconnaissance sont applicables. Il en va de même pour les obligations à l'égard des ministres du culte de ces communautés religieuses.

La commune ou la province où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse sollicite l'avis des autres communes ou provinces concernées concernant selon le cas chaque plan pluriannuel de l'administration du culte concernée et chaque modification éventuelle, et concernant chaque budget et chaque modification budgétaire éventuelle.

A défaut, les obligations sont mises à charge de la commune ou de la province où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse. La commune ou la province où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse transmet, pour information des autres communes ou provinces concernées, les comptes annuels de l'administration du culte concernée.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, toutes les obligations financières à l'égard de la fabrique d'église cathédrale de Sint-Rumoldus à Malines, à l'égard de l'archevêque en ce qui concerne le palais archiepiscopal et l'ancien Refugium de Saint-Troand, et à l'égard de la Cathédrale Saint-Rombaut à Malines sont, dès le 1^{er} janvier 2017, supportées par la province d'Anvers, et toutes les obligations financières à l'égard de la fabrique d'église-cathédrale des Saints-Michel et Gudule à Bruxelles, à l'égard de l'archevêque pour sa résidence à Bruxelles, et à l'égard de la cathédrale des Saints-Michel et Gudule à Bruxelles sont, dès le 1^{er} janvier 2017, supportées par la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. Par dérogation à loi du 18 Germinal an X, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les budgets et les comptes annuels de la fabrique d'église cathédrale de Saint-Rombaut à Malines de la période entre le 1^{er} janvier 2002 et la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération sont soumis à l'approbation du Gouvernement flamand.

Par dérogation à loi du 18 Germinal an X, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les budgets et les comptes annuels de la fabrique d'église cathédrale de Saints-Michel-et-Gudule à Bruxelles de la période entre le 1^{er} janvier 2002 et la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération sont soumis à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 5. Après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aucune nouvelle communauté religieuse locale interfédérale ne pourra être reconnue.

Art. 6. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017, à l'exception de l'article 3, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2017, en 5 exemplaires originaux.

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre du Gouvernement flamand en charge des affaires intérieures, de l'intégration, du logement, de l'égalité des chances et de la lutte contre la pauvreté,

L. HOMANS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,

P.-Y. DERMAGNE

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des pouvoirs locaux,

R. VERVOORT

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,

O. PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,

I. WEYKMANS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/206135]

17. JULI 2017 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die anerkannten lokalen Glaubensgemeinschaften anerkannter Kulte, deren Zuständigkeitsgebiet sich über das Gebiet mehr als eines föderierten Teilgebiets erstreckt

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 6, § 1 VIII Nummer 6 Absatz 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001, und Artikel 92bis § 2 Buchstabe *h*), eingefügt durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 und geändert durch das Sondergesetz vom 16. März 2004;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, Artikel 42 Absatz 1 und 83quinquies;

Aufgrund des wallonischen Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund des Dekrets vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft;

In Erwägung, dass die Regionalbehörden zuständig für die Einrichtung der Gemeinschaften und die diesbezüglichen grundlegenden Rechtsvorschriften sind;

In Erwägung, dass diese regionale Zuständigkeit eine Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das deutsche Sprachgebiet seit dem 1. Januar 2005 ist;

In Erwägung des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Mai 1994 zwischen der Föderalbehörde, der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt für den entschädigungslosen Pflichttransfer von Personal und Gütern, Rechten und Pflichten von der Provinz Brabant zur Provinz Wallonisch-Brabant, zur Provinz Flämisch-Brabant, zur Region Brüssel-Hauptstadt, zu den Gemeinschaftskommissionen gemäß Artikel 60 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen und zur Föderalbehörde, Artikel 46;

In Erwägung des Zusammenarbeitsabkommens vom 27. Mai 2004 zwischen der Föderalbehörde, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Anerkennung der Kulte, die Gehälter und Pensionen der Geistlichen, die Kirchenverwaltungen und die Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Angelegenheiten und der anerkannten Kulte beauftragt sind, abgeändert durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 2. Juli 2008;

In Erwägung des Gesetzes vom 18. Germinal des Jahres X über die Glaubensgemeinschaften, Artikel 61 und 71;

In Erwägung des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 über die Kirchenfabriken, Artikel 111;

In Erwägung des Gesetzes vom 4. März 1870 über die weltlichen Güter der Kulte, Kapitel II;

In Erwägung des Gesetzes vom 5. April 1962 über die Anerkennung der Änderungen des Erzbistums Mecheln und die Gründung des Bistums Antwerpen, Artikel 2 und 4, abgeändert durch die Gesetze vom 26. Juni 1967 und vom 10. März 1999;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 10. April 1995 zur Ausführung des Gesetzes vom 5. April 1962 über die Anerkennung der Änderungen des Erzbistums Mecheln und die Gründung des Bistums Antwerpen und des Gesetzes vom 4. März 1870 über die weltlichen Güter der Kulte, Artikel 1, geändert durch den Königlichen Erlass vom 17. Oktober 1995;

Aufgrund der Konzertierung innerhalb der Kommission gemäß Artikel 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 2. Juli 2008;

In Erwägung, dass der Zuständigkeitsbereich des Erzbistums Mecheln-Brüssel in der vom Gesetz des 5. April 1962 anerkannten Form und mit seinen nachträglichen Änderungen die Provinz Flämisch-Brabant, die Provinz Wallonisch-Brabant, den Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt und den Verwaltungsbezirk Mecheln in der Provinz Antwerpen umfasst, mit Ausnahme der Kantone Lier und Heist-op-den-Berg;

In Erwägung, dass gemäß Artikel 2 des Gesetzes vom 5. April 1962 der Erzbischof von Mecheln-Brüssel zwei gleichwertige Residenzen besitzt: eine in Mecheln und eine in Brüssel, sowie zwei Kathedralen: die Sankt-Rumold-Kathedrale in Mecheln und die Kathedrale Sankt-Michael-und-Sankt-Gudula in Brüssel; dass beide Kirchen von einer Kathedralen-Kirchenfabrik verwaltet werden;

In Erwägung, dass dem Erzbischof für seine Residenz in Brüssel keine Wohnung zur Verfügung gestellt wird;

In Erwägung, dass die Provinz Antwerpen dem Erzbischof als Residenz einen erzbischöflichen Palast zur Verfügung gestellt hat, zu dem das ehemalige Refugium von Sint-Truiden gehört;

In Erwägung, dass die Provinzen Antwerpen und Brabant mit einem von ihren ständigen Ausschüssen genehmigten Abkommen vom 24. August 1971 die Verteilung der mit den beiden Residenzen verbundenen Kosten beschlossen haben;

In Erwägung, dass seit dem 1. Januar 1995 die Provinziallasten für die zwei Kathedralen-Kirchenfabriken und die zwei Residenzen von der Provinz Flämisch-Brabant, der Provinz Wallonisch-Brabant, der Provinz Antwerpen und der Region Brüssel-Hauptstadt getragen werden;

In Erwägung, dass andere lokale anerkannte Glaubensgemeinschaften eines anerkannten Kults ein Zuständigkeitsgebiet haben, das sich über mehr als eine Region erstreckt,

Die Flämische Region, vertreten durch die flämische Regierung, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten und die flämische Vize-Ministerpräsidentin für Inneres, Integration, Wohnungswesen, Chancengleichheit und Armutsbekämpfung;

Die Wallonische Region, vertreten durch die wallonische Regierung, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten und den wallonischen Minister für die örtlichen Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten und die Ministerin der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kultur, Beschäftigung und Tourismus,

Haben in gemeinsamer Ausübung ihrer eigenen Zuständigkeiten Folgendes vereinbart :

Artikel 1 - Die Vorschriften über die Arbeitsweise und die Kontrolle der Verwaltung des Kults einer anerkannten lokalen Glaubensgemeinschaft, deren Zuständigkeitsgebiet sich über mehr als eine föderierte Gebietskörperschaft (nachfolgend: die anerkannte interföderale lokale Glaubensgemeinschaft) erstreckt, sind die Vorschriften, die in der föderierten Gebietskörperschaft anwendbar sind, wo sich das Kulthauptgebäude der Glaubensgemeinschaft befindet.

Art. 2 - Die Pflichten der Gemeinden und Provinzen gegenüber den Verwaltungen des Kults der anerkannten interföderalen lokalen Glaubensgemeinschaften, gegenüber den Geistlichen dieser Glaubensgemeinschaften, sind die Pflichten gemäß Artikel 92 und 106 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 über die Kirchenfabriken.

Art. 3 - § 1 - Was die Finanzierungspflichten gegenüber den Verwaltungen des Kults der anerkannten interföderalen lokalen Glaubensgemeinschaften angeht, sind die zum Zeitpunkt ihrer Anerkennung festgelegten Verteilerschlüssel anwendbar. Dasselbe gilt für die Pflichten gegenüber den Geistlichen dieser Glaubensgemeinschaften.

Die Gemeinde oder Provinz, in der sich das Kulthauptgebäude der Glaubensgemeinschaft befindet, beantragt die Stellungnahme der anderen betreffenden Gemeinden oder Provinzen über je nachdem den jeweiligen Mehrjahresplan der betreffenden Verwaltung des Kults und die jeweilige eventuelle Änderung und über den jeweiligen Haushalt und die jeweilige eventuelle Haushaltsänderung.

Anderenfalls obliegen die Pflichten der Gemeinde oder Provinz, wo sich das Kulthauptgebäude der Glaubensgemeinschaft befindet. Die Gemeinde oder Provinz, wo sich das Kulthauptgebäude der Glaubensgemeinschaft befindet, leitet den anderen betreffenden Gemeinden oder Provinzen die Jahresabschlüsse der betreffenden Verwaltung des Kults zur Information weiter.

§ 2 - Abweichend vom ersten Paragraphen werden alle finanziellen Pflichten gegenüber der Kathedralen-Kirchenfabrik Sankt-Rumold in Mecheln, gegenüber dem Erzbischof, soweit es den erzbischöflichen Palast und das ehemalige Refugium in Sint-Truiden angeht, und gegenüber der Sankt-Rumold-Kathedrale in Mecheln ab dem 1. Januar 2017 von der Provinz Antwerpen getragen, und alle finanziellen Pflichten gegenüber der Kathedralen-Kirchenfabrik Sankt-Michael-und-Sankt-Gudula in Brüssel, gegenüber dem Erzbischof für seine Brüsseler Residenz, und gegenüber der Kathedrale Sankt-Michael-und-Sankt-Gudula in Brüssel werden ab dem 1. Januar 2017 von der Region Brüssel-Hauptstadt getragen.

Art. 4 - Abweichend vom Gesetz vom 18. Germinal des Jahres X, vom kaiserlichen Dekret vom 30. Dezember 1809 über die Kirchenfabriken und vom Königlichen Erlass vom 10. April 1995 zur Ausführung des Gesetzes vom 5. April 1962 über die Anerkennung der Änderungen des Erzbistums Mecheln und die Gründung des Bistums Antwerpen bedürfen die Haushalte und Jahresabschlüsse der Verwaltung der Sankt-Rumold-Kathedrale in Mecheln für den Zeitraum vom 1. Januar 2002 bis zum Datum des Inkrafttretens dieses Zusammenarbeitsabkommens der Billigung der flämischen Regierung.

Abweichend vom Gesetz vom 18. Germinal des Jahres X, vom kaiserlichen Dekret vom 30. Dezember 1809 über die Kirchenfabriken und vom Königlichen Erlass vom 10. April 1995 zur Ausführung des Gesetzes vom 5. April 1962 über die Anerkennung der Änderungen des Erzbistums Mecheln und die Gründung des Bistums Antwerpen bedürfen die Haushalte und Jahresabschlüsse der Verwaltung der Kathedrale Sankt-Michael-und-Sankt-Gudula in Brüssel für den Zeitraum vom 1. Januar 2002 bis zum Datum des Inkrafttretens dieses Zusammenarbeitsabkommens der Zustimmung der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt.

Art. 5 - Nach Inkrafttreten dieses Zusammenarbeitsabkommens kann keine weitere interföderale lokale Glaubensgemeinschaft anerkannt werden.

Art. 6 - Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt in Kraft am 1. Januar 2017, mit Ausnahme des Artikels 3 § 1 Absätze 2 und 3, der am 1. Januar 2018 in Kraft tritt.

Ausgefertigt in Brüssel, am 17. Juli 2017 in 5 Originalen.

Für die Flämische Region :

Ministerpräsident der flämischen Regierung

G. BOURGEOIS

Ministerin der flämischen Regierung für Inneres, Integration, Wohnungswesen, Chancengleichheit und Armutsbekämpfung

L. HOMANS

Für die Wallonische Region :

Ministerpräsident der wallonischen Regierung

P. MAGNETTE

Wallonischer Minister für die örtlichen Behörden

P.-Y. DERMAGNE

Für die Region Brüssel-Hauptstadt :

Ministerpräsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt für die örtlichen Behörden

R. VERVOORT

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft :

Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

O. PAASCH

Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus

I. WEYKMANS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/206135]

17 JULI 2017. — Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van de erkende erediensten, waarvan de gebiedsomschrijving het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 6^o, ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, en artikel 92bis, § 2, h), ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 maart 2004;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, meer bepaald op artikel 42, eerste lid en 83quinquies;

Gelet op het Waals decreet van 27 mei 2004 met betrekking tot de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van bepaalde bevoegdheden van het Waals Gewest inzake ondergeschikte besturen;

Gelet op het decreet van 1 juni 2004 met betrekking tot de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van bepaalde bevoegdheden van het Waals Gewest inzake ondergeschikte besturen;

Overwegende de bevoegdheid van de gewestelijke overheden met betrekking tot de oprichting van de gemeenschappen en de daaraan gekoppelde organieke wetgeving;

Overwegende dat deze gewestelijke aangelegenheid sinds 1 januari 2005 een bevoegdheid is van de Duitstalige Gemeenschap voor het Duits taalgebied;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling zonder schadeloosstelling van het personeel en de goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Brabant naar de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, en naar de federale overheid, artikel 46;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 27 mei 2004 tussen de Federale Overheid, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkenning van de erediensten, de wedden en pensioenen van de bedienaars der erediensten, de kerkfabrieken en de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008;

Overwegende de wet van 18 germinal jaar X, "relative à l'organisation des cultes", artikel 71;

Overwegende het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, artikel 111;

Overwegende de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten, hoofdstuk II;

Overwegende de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, artikel 2 en 4, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1967 en van 10 maart 1999;

Overwegende het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen en van de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 oktober 1995;

Gelet op het overleg in de commissie vermeld in artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van het Aartsbisdom Mechelen-Brussel, als erkend door de wet van 5 april 1962 en haar laatste wijzigingen, de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en het administratief arrondissement Mechelen gelegen in de provincie Antwerpen omvat, met uitzondering van de kantons Lier en Heist-op-den-Berg;

Overwegende dat de Aartsbisschop van Mechelen-Brussel overeenkomstig artikel 2 van de wet van 5 april 1962 twee evenwaardige residenties heeft: een residentie in Mechelen en een residentie in Brussel, alsook twee kathedrale kerken: Sint-Rombout in Mechelen en Sint-Michiël en Sint-Goedele in Brussel; dat beide kerken door een kathedrale kerkfabriek worden beheerd;

Overwegende dat geen woning ter beschikking van de bisschop wordt gesteld voor zijn residentie in Brussel;

Overwegende dat de provincie Antwerpen een aartsbisschoppelijk paleis als residentie van de bisschop ter beschikking heeft gesteld, waarvan het zogenaamde refugium van Sint-Truiden deel uitmaakt;

Overwegende dat de provincies Antwerpen en Brabant, bij overeenkomst van 24 augustus 1971 waarmee de bestendige deputaties hebben ingestemd, over de verdeling van de kosten die voortvloeien uit de twee residenties hebben beslist;

Overwegende dat vanaf 1 januari 1995, de provinciale lasten met betrekking tot beide kathedrale kerkfabrieken en beide residenties gedragen worden door de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, de provincie Antwerpen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van andere plaatselijke geloofsgemeenschappen van een erkende eredienst het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt,

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar minister-president en van de Vlaamse viceminister-president belast met Binnenlandse Zaken, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van haar minister-president en de Waalse minister van Lokale Overheden, Huisvesting en Sportinfrastructuur;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van haar minister-president;

De Duitstalige Gemeenschap vertegenwoordigd door de Duitstalige Regering in de persoon van haar Minister-President en Duitstalige Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,

Hun eigen bevoegdheden gezamenlijk uitoefenend, zijn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de werking van en het toezicht op het bestuur van de eredienst van een erkende plaatselijke geloofsgemeenschap, opgericht op het grondgebied van meer dan een deelstaat (hierna: de interfederale erkende plaatselijke geloofsgemeenschap), zijn de regels van de deelstaat waar het gebouw van de eredienst van de geloofsgemeenschap zich bevindt, van toepassing.

Art. 2. De verplichtingen van de gemeenten en de provincies ten opzichte van de besturen van de eredienst van de interfederale erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen, ten opzichte van de bedienaars van de eredienst van die geloofsgemeenschappen, zijn de verplichtingen vermeld in artikel 92 en 106 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken.

Art. 3. § 1. Voor de financieringsverplichtingen ten opzichte van de besturen van de eredienst van de interfederale erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen, blijven de verdeelsleutels die zijn bepaald op het ogenblik van de erkenning, van toepassing. Hetzelfde geldt voor de verplichtingen tegenover de bedienaars van de eredienst van die geloofsgemeenschappen.

De gemeente of provincie waarin het hoofdgebouw van de eredienst van de plaatselijke geloofsgemeenschap zich bevindt, wint naargelang het geval het advies in van de andere betrokken gemeenten of provincies bij elk meerjarenplan van het betrokken bestuur van de eredienst en, in voorkomend geval, elke wijziging ervan, en bij elk budget en elke budgetwijziging.

Doet ze dat niet, dan komen alle verplichtingen ten laste van de gemeente of provincie waarin het hoofdgebouw van de eredienst van de geloofsgemeenschap zich bevindt. De gemeente of provincie waarin het hoofdgebouw van de eredienst van de geloofsgemeenschap zich bevindt, brengt de andere betrokken gemeenten of provincies op de hoogte van de jaarrekeningen van het betrokken bestuur van de eredienst.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, worden vanaf 1 januari 2017 alle financiële verplichtingen ten opzichte van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Rumoldus in Mechelen, ten opzichte van het bisdom wat betreft het aartsbisschoppelijk paleis en het oude refugium van Sint-Truiden, en ten opzichte van de Sint-Romboutskathedraal in Mechelen gedragen door de provincie Antwerpen en worden alle financiële verplichtingen ten opzichte van de kerkfabriek van Sint-Michiël en Sint-Goedele te Brussel, ten opzichte van de aartsbisschop voor zijn residentie in Brussel, ten opzichte van de Sint-Michiël-en-Sint-Goedele-kathedraal in Brussel vanaf 1 januari 2017 gedragen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. In afwijking van de wet van 18 germinal jaar X, van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken en van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, zijn de begrotingen en jaarrekeningen van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Rombout in Mechelen uit de periode tussen 1 januari 2002 en de datum van inwerkingtreding van deze samenwerkingsovereenkomst onderworpen aan de goedkeuring van de Vlaamse Regering.

In afwijking van de wet van 18 germinal jaar X, van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken en van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, zijn de begrotingen en jaarrekeningen van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Michiël-en-Sint-Goedele in Brussel uit de periode tussen 1 januari 2002 en de datum van inwerkingtreding van deze samenwerkingsovereenkomst onderworpen aan de goedkeuring van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 5. Na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord kan geen enkele nieuwe interfederale plaatselijke geloofsgemeenschap erkend worden.

Art. 6. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 januari 2017 met uitzondering van artikel 3, § 1, paragrafen 2 en 3, dat op 1 januari 2018 van kracht gaat.

Opgemaakt te Brussel, op 17 juli 2017, in 5 originele exemplaren.

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

G. BOURGEOIS

De Vlaams minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding,

L. HOMANS

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen,

R. VERVOORT

Voor het Duitse Gewest :

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

O. PAASCH

De Viceminister-President en Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,

I. WEYKMANS